



ENQUÊTE PUBLIQUE

portant sur la demande d'autorisation environnementale relative à la régularisation administrative et à l'augmentation de la capacité de la plateforme de compostage de la Compostière, et sur le plan d'épandage étendu aux communes de Courtenot - Fouchères et St. Phal

du 1er février au 3 mars 2021

CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Jean-François JACQUOT
Commissaire enquêteur

GLOSSAIRE

ARS	: Agence Régionale de Santé
DDT	: Direction Départementale des Territoires
DDCSPP	: Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations
DREAL	: Direction Régionale de l'Environnement, de l'aménagement et du Logement
GEREP	: site de déclaration annuelle des rejets (eau / air / déchets / sol) à la DREAL
IED	: Directive européenne relative aux émissions industrielles
ICPE	: Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
IMT Ales	: Institut Mines Télécom
MIATE	: Matières d'Intérêt Agronomique issues des Traitements des Eaux
MTD	: Meilleures Techniques Disponibles (applicables pour les IED)
PLU	: Plan Local d'Urbanisme
SDIS	: Service Départemental d'Incendie et de Secours

RAPPEL DE LA DEMANDE

La société "La Compostière de l'Aube" a implanté depuis 2003 sur le territoire de la commune de Bouilly une unité de compostage. Sa présence a été autorisée dans le cadre d'une procédure de déclaration au titre de la législation sur les installations classées, comme centre de traitement de déchets organiques et production de composts.

Au fil des années elle a fait progresser le tonnage des matières traitées et a développé la nature des déchets accueillis. Parallèlement la législation a évolué et l'entreprise s'est vue soumise au régime de l'autorisation ICPE en 2011 mais a bénéficié du régime de l'antériorité, sans que la production maximale n'ait été précisée.

Depuis lors son développement s'est poursuivi et le volume d'activité atteint la confrontation au respect de directives européennes relatives aux émissions industrielles (IED). Cette évolution substantielle de même que la diversification des activités aurait dû entraîner une modification du classement dans les rubriques de la nomenclature des ICPE et la mise en œuvre de procédures administratives adaptées aux caractéristiques de l'entreprise.

Une inspection en 2013 avait permis de vérifier le respect des prescriptions en vigueur à l'époque. Toutefois des nuisances olfactives sont apparues progressivement autour du site et des plaintes se sont exprimées conduisant à une réclamation formalisée transmise à la préfecture par la Mme la députée BAZIN-MALGRAS en juillet 2018.

Consécutivement le contrôle mené en janvier 2019 par l'inspection des installations classées sur les thèmes des odeurs et de la situation administrative a mis en évidence, d'une part les moyens mobilisés par l'exploitant pour réduire l'impact olfactif et les pistes d'amélioration envisageables de la gestion des odeurs, et d'autre part que la capacité de traitement avait dépassé le seuil réglementaire de 75 tonnes/ jour.

Ainsi le niveau d'activité a augmenté de plus de 100% entre 2011 et 2018. Les augmentations correspondantes n'ont pas été portées à la connaissance du préfet, même si des données ont été remises au GEREP du ministère chargé de l'environnement. Une telle modification du niveau d'activité implique en application des articles R.181-46 et R.122-2 du code de l'environnement la nécessité d'une procédure d'autorisation environnementale.

De même la nature des intrants acceptés a également évoluée au cours des années. En 2015 une nouvelle activité de déconditionnement (séparation des aliments de leur emballage) de déchets alimentaires (invendus de supermarchés) a été introduites sur le site.

On notera que lors de la visite d'inspection, le registre indiquant les codes déchets des matières réceptionnées en 2017 ne fait apparaître aucune irrégularité.

Progressivement, La Compostière de l'Aube est devenu le principal centre de traitement de déchets organiques de la région de Troyes assurant le traitement sur sa plateforme :

- des biodéchets incluant les déchets verts et déchets alimentaires pouvant être conditionnés et/ou contenir des sous-produits d'origine animale de catégorie 2 et 3,
- des MIATE (Matières d'Intérêt agronomique issues du Traitement des Eaux) incluant les boues de station d'épuration, les résidus de l'assainissement individuel et de station de traitement de l'eau potable.

Mais au final la société est en infraction par rapport au dépassement de sa capacité de traitement de déchets organiques mais également en raison de l'absence d'autorisation au titre de la rubrique n° 3532 de la nomenclature des ICPE (valorisation de déchets non dangereux non inertes) visée par la directive IED.

Dans ces circonstances, l'autorité administrative a dû mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale. Cela s'est concrétisé par l'arrêté préfectoral du 28 mai 2019 lequel a déterminé l'échéance du dépôt d'un dossier correspondant au 19 août 2019. Par ailleurs dans l'attente de la décision de régularisation, et à titre de mesure conservatoire, la capacité maximale de traitement de déchets a été fixée à 75 tonnes/jour.

Compte tenu des contraintes inhérentes à la réalisation des études nécessaires (étude d'impact / étude de dangers / étude bruit / étude odeurs) à la constitution du dossier, ce dernier n'a pu être déposé en préfecture que le 26 février 2020. La démarche de régularisation administrative a été mise à profit par La Compostière pour présenter les évolutions envisagées dans le cadre de son projet d'augmentation de la capacité de traitement (portée à 110 tonnes/jour).

Parallèlement cette progression de la production entraîne des répercussions au niveau des quantités des effluents récupérés et de certains composts, nécessitant une mise à jour du plan d'épandage associé, caractérisée par une emprise portée à hauteur de 287 ha environ.

Consécutivement le dossier présenté par le pétitionnaire a fait l'objet d'une consultation auprès de divers services administratifs (ARS – DDT – SDIS -Chambre d'agriculture – DDCSPP) afin de vérifier sa recevabilité. Compte tenu du caractère complet et régulier de la demande, M. le Préfet a pu prescrire l'ouverture d'une enquête publique dont le déroulement et l'organisation ont été fixés par l'arrêté n° PCICP 2021007-0001 du 7 janvier 2021.

EXPOSE DES ELEMENTS D'APPRECIATION

• le dossier présenté

Très complet et lisible, il n'en demeure pas moins un document très technique que seuls de rares initiés se permettront de consulter dans le détail. Heureusement les résumés non techniques facilitent la compréhension des enjeux et la nature du projet. Sa composition présente l'ensemble des pièces requises pour instruire une telle demande et satisfaire l'information de la population.

Comme la réglementation l'y oblige, il a fait l'objet d'une évaluation environnementale de la part de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) laquelle mentionne « *l'évaluation environnementale apparaît satisfaisante si ce n'est sur la présentation de l'intérêt environnemental du dossier et sur la prise en compte du risque de pollution des nappes, qu'il s'agisse de l'évaluation de l'état initial ou de l'impact des épandages et de la fertirrigation.* »

Quant à la qualité de l'étude d'impact, elle mentionne « *Le dossier présente une analyse en grande partie satisfaisante des enjeux environnementaux, de l'état initial, de la sensibilité et de ses évolutions dans la zone d'étude. Le périmètre d'étude a été adapté aux enjeux de chaque compartiment environnemental et apparaît suffisant pour appréhender les enjeux du territoire et les effets du projet.* » Un seul bémol noté concernant l'absence d'un retour d'expérience des impacts du fonctionnement passé sur la faune et la flore.

Effectivement je partage les principaux enjeux environnementaux identifiés à savoir les odeurs, les impacts de l'épandage et la fertirrigation, les déchets entrants et les transports. Ces points se recoupent d'ailleurs avec les domaines abordés par le public dans ses observations.

◆ la thématique "odeurs"

Conformément à l'article 26 alinéa II de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008, la gestion des odeurs est basée sur une étude de dispersion :

« Les exploitants des installations existantes établissent la liste des principales sources odorantes, qu'elles soient continues ou discontinues et, après caractérisations de celles-ci, réalisent une étude de dispersion pour vérifier que leur installation respecte l'objectif de qualité de l'air mentionné ci-dessus. En cas de non respect de la limite de 5 uoE/m³ dans les conditions mentionnées à l'alinéa précédent [l'installation ne doit pas dépasser cette limite dans les zones d'occupation humaine à moins de 3000m du site plus de 175 heures par an], les améliorations nécessaires pour atteindre cet objectif de qualité de l'air doivent être apportées à l'installation ou à ses modalités d'exploitation. »

Elle a été réalisée par le bureau d'études OLENTICA en décembre 2018. Il ressort que 3 postes principalement génèrent les plus importants débits d'odeur à savoir :

- . la fermentation (33% du débit total du site))
- . la lagune (29%)
- . le broyage des déchets verts (22%)
- .et enfin le biofiltre (11%)

Des améliorations suggérées en réunion d'échanges avec la DREAL ont été apportées par le maître d'ouvrage et de nouvelles mesures sont intervenues en juin 2019. Le système de micro-bullage pour aérer la lagune a contribué à une réduction de ce poste de 99%. De même le débit odeur du biofiltre a été réduit de moitié du fait d'une concentration odeur moyenne au regard de la surface des sources en diminution. Globalement sur le site, la réduction globale du débit d'odeur a pu être estimée à 34 %.

Enfin l'étude démontre qu'aucun riverain des villages environnants n'est concerné par des niveaux d'odeur supérieurs à 5 uoE/m³ avec les hypothèses et modèles employés.

Et pourtant des nuisances olfactives existent bien et sont décriées par les habitants notamment de la commune de Roncenay. L'existence d'odeurs désagréables qualifiées parfois de puanteurs représentent le principal grief exprimé au cours de l'enquête publique. L'exploitant reconnaît d'ailleurs la réalité des désagréments occasionnés. Cette critique, exprimé 50 fois, est unanime parmi les opposants à l'augmentation de la capacité de traitement de la plateforme. La situation décriée atteste bien que l'étude de dispersion ne suffit pas à démontrer l'absence d'impact malgré le respect d'un seuil réglementaire dont personne n'est capable d'évaluer sa perception.

L'appréciation de cette valeur est très subjective comme le montre la documentation remise à la journée technique Odeurs de l'association RISPO en février 2019 à l'IMT Mines d'Alès.

Compte tenu de cette gêne parfois insupportable, les rapports avec les riverains se sont tendus. Afin de rétablir un climat de dialogue, des réunions publiques ont été organisées ainsi que la mise en place d'une application internet permettant aux habitants de faire remonter en temps réel les perceptions d'odeurs. Elles doivent permettre d'alimenter un système informatisé de suivi des nuisances olfactives et aider à la programmation des activités sur le site.

L'absence de remontées, suite à ces contributions déclaratives, vers les habitants a semble-t-il découragé les membres de ce "jury de nez", et serait à l'origine de la diminution des signalements constatée entre 2018 et 2019. D'où l'attitude exprimée par le public lors de l'enquête : "on signale un événement mais rien ne se passe !".

Cependant le plan d'action "gestion des odeurs" de l'exploitant indique diverses actions programmées pour réduire ces émanations. De nos contacts, je note sa volonté de continuer de projeter des mesures d'amélioration et d'y mobiliser les moyens nécessaires.

Les constatations relatives aux périodes de dégagements nauséabonds et mentionnées au cours de l'enquête publique, traduisant une sensible réduction de leur fréquence, ont été reliées à la

période de pandémie de 2020 qui, selon les intervenants, a provoqué une baisse des collectes des boues de fosses septiques et de station d'épuration.

Malheureusement ce constat est contredit par la réalité du niveau d'activité de la plateforme. En 2019, après la mise en demeure préfectorale, la production annuelle a dû se limiter à une jauge de 75 t/j. Mais en avril 2020, devant les décisions gouvernementales précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de Covid 19, il devenait urgent de trouver un moyen d'hygiéniser les milliers de tonnes d'effluents provenant du département de l'Aube. A cet effet La Compostière fût sollicitée par les autorités et un arrêté préfectoral a été pris le 28 juillet 2020 accordant une augmentation temporaire de capacité de traitement pendant la période d'interdiction d'épandage de boues potentiellement contaminées. Ainsi le tonnage maximum autorisé s'est établi à 110 tonnes / jour.

Compte tenu du maintien de l'état d'urgence sanitaire, du motif d'intérêt général de permettre de dé-saturer la filière des déchets d'assainissement et de la nécessité d'hygiéniser un gisement important de déchets supplémentaires (11 700 t) avec des mesures de maîtrise des risques et des impacts proposées par l'exploitant, La Compostière a obtenu une prorogation de cette autorisation exceptionnelle jusqu'au 30 juin 2021.

Le retour à un niveau de production identique à celui de l'année 2018, si fréquemment citée pour ses nuisances, sans effet particulièrement négatif ou amplifié sur le ressenti des riverains est peut-être la preuve des effets positifs des aménagements réalisés sur la plateforme et qu'une évolution favorable à cette problématique peut vraisemblablement s'envisager en poursuivant les pistes de recherche au niveau techniques et organisationnelles.

Dans le cadre de son projet de développement des activités, la création d'une unité d'hygiénisation des biodéchets permettra de leur offrir un pré-traitement avant de les diriger vers les installations de méthanisation. L'ajout de 4 cuves pour le stockage des matières de vidanges et de graisses devra favoriser une meilleure gestion des MIATE. De même l'implantation d'une chambre froide (300m³) accueillant une partie des biodéchets (produits alimentaires) accompagnera le déconditionneur pour limiter les dégagements d'odeurs.

Ces nouvelles conditions d'exploitation et la mise en œuvre de mesures de réduction sont de nature à atteindre un niveau d'impact encore plus faible.

◆ les impacts de la fertirrigation

La MRAe a bien résumé le rôle de la fertirrigation. *« elle permet l'application directe des eaux chargées en azote sur la culture de saulées, "taillis à très courte rotation" par système d'irrigation, piloté par une station météorologique d'une part, et en tenant compte des observations de casiers lysimétriques (équipements installés sous la parcelle cultivée permettant de mesurer si des fertilisants ne sont pas assimilés par les sols et les systèmes racinaires) d'autre part. »*

L'inquiétude relative aux apports de fertilisants à des dosages non maîtrisés est légitime dans la mesure où une pollution de la nappe est toujours possible à partir de cette emprise.

Il semblerait que la charge en azote soit très faible (0,34kg/m³), et il convient de rappeler que ces eaux concernent des eaux de ruissellement provenant de la plateforme imperméabilisée. Par ailleurs le choix de ce système depuis 2010 est le fruit d'une collaboration avec l'agence de l'eau Seine – Normandie. Le cabinet IRH missionné par cette dernière depuis 2016 n'a relevé aucune anomalie.

Je suis convaincu de la plus grande efficacité du système actuel par rapport à des mesures piézométriques qui repèrent l'existence ou non d'une pollution mais peuvent difficilement en connaître l'origine (temps et espace).

Ainsi l'installation innovante de casiers lysimétriques constitue un système plus réactif qui autorise en cas d'excédents signalés par détection de stopper immédiatement la fertirrigation avant de contaminer les eaux souterraines.

L'inspection des installations classées a validé après contrôle en 2013 ce dispositif. Il conviendrait certainement de pratiquer une vérification périodique de ce dernier.

◆ les impacts de l'épandage

La préoccupation est similaire à celle du point précédent et motive les demandes de fourniture d'analyses diverses attestant de la qualité des eaux souterraines.

Seulement le plan d'épandage se développe sur environ 290 ha dispersés sur 6 communes réparties à 25 km à la ronde. Les parcelles agricoles intégrées au plan, non majoritaires en terme de surface, côtoient d'autres emprises qui peuvent recevoir également toute sorte d'apports (produits phytosanitaires / fientes de volaille / digestats / vinasses ...etc) .

On peut se demander en quoi les eaux de lagune et les composts conformes à la réglementation liée aux épandages devraient de surcroît satisfaire à de tels contrôles alors que les produits/déchets épandus par les autres agriculteurs sur les espaces avoisinants n'y sont pas soumis !.

Le pétitionnaire a répondu à la recommandation de la MRAe de mettre en comparaison l'étude préalable aux épandages actuels et futurs. Ce comparatif caractérise un nouveau plan plus extensif puisque moins de déchets sont prévus sur plus de surface (288 ha / 210 ha) et limite les apports d'azote.

Par ailleurs on notera que l'exploitant a dimensionné son plan d'épandage pour un volume de 7000 m³ d'effluents et 1200 tonnes de compost par an. Cette approche est majorante dans la mesure où depuis 2011 la quantité de matières à épandre représente seulement 270 tonnes en 7 ans.

Ces inquiétudes semblent pour ma part infondées.

Enfin ce type de dispositif doit comporter des points de suivi renseignant sur l'évolution des teneurs en polluants et éléments fertilisants dans les sols. Ces points sont à analyser à l'origine et ensuite tous les 10 ans. Ce fut le cas en 2004 puis en 2014. En 2019, 10 nouveaux points ont été analysés. On en déduit que les traces des 7 éléments recherchés sont de 2,5 à 10 fois inférieur en pourcentage à la limite réglementaire.

Malgré ces données rassurantes il subsiste néanmoins une interrogation quant au respect de la réglementation en matière de pression en azote. La démonstration impose quelques données chiffrées.

Ainsi l'épandage sur toutes les parcelles du plan de la totalité des composts disponibles sur une année (1200t) et des eaux de lagunes (7000m³) n'apporterait que 10% des besoins en azote des cultures. En prenant l'exemple de l'orge de printemps (culture la moins exigeante), compte tenu de la valeur moyenne en azote des composts (3,4kg/t) et des eaux de lagune (0,33kg/m³) et des besoins à l'hectare de cette céréale, le seuil à ne pas dépasser serait des doses équivalant à 48 tonnes/ha ou à 493 m³/ha.

Or les doses maximales définies dans le cadre du nouveau plan d'épandage sont de 10t/ha pour le compost et de 100m³/ha par passage pour les eaux de lagune. Soit des valeurs bien inférieures (t quelque soit la culture considérée) aux seuils mentionnée par l'arrêté préfectoral correspondant.

Ces démonstrations pour chaque parcelle et chaque culture est faite dans les bilans annuels d'épandage remis aux services de l'Inspection des installations classées.

Je considère que la mise à disposition de toutes ces données auprès des experts et des services de contrôle, et des analyses concluantes par rapport aux prescriptions réglementaires, sont de nature à lever toutes les réticences sur les pratiques en vigueur à La Compostière.

Pour ma part la non réalisation d'une étude hydrogéologique de l'évaluation de l'impact des activités d'épandage et de fertirrigation sur les nappes d'eau telle que recommandée par la MRAe n'est pas disqualifiante pour l'examen de la demande d'autorisation environnementale.

◆ les déchets entrants

Leur provenance est essentiellement issue de la région Grand Est (70 à 80%) et des régions limitrophes Bourgogne-Franche Comté et Île de France (entre 15 et 30%)

Afin d'assurer la qualité des futurs composts fabriqués et de respecter la réglementation, le pétitionnaire effectue systématiquement un contrôle strict des déchets entrants et sortants. Ces modes opératoires sont régulièrement audités dans le cadre de la certification ISO 14001 de l'entreprise.

On notera la présence d'un portique dédié pour vérifier la radioactivité des déchets. L'admission est précédée d'une information sur la nature et l'origine du produit ainsi que sa conformité au cahier des charges. Les MIATE solides font l'objet d'un prélèvement conservé jusqu'à l'établisse-

-ment de la conformité du lot de compost correspondant.

On peut en conclure que cette traçabilité est conforme aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) instaurées au niveau européen.

◆ les transports

Le trafic de 2018 pour un niveau d'activité de 37 000 tonnes de déchets sur la plateforme correspondait à environ 15 Poids-lourds et 7 véhicules légers par jour. Le passage au niveau d'activité sollicité de 40 000 tonnes générerait une augmentation de 1 véhicule pour chaque catégorie.

Ce flux provient essentiellement de la RN77 située à moins d'un km du site et représente moins de 1% du trafic global de cet axe inter-régional et moins de 3% du trafic poids-lourds.

Quant à la recherche d'alternatives à la route comme le suggère l'Autorité environnementale, il s'avère qu'il n'existe aucun autre type d'équipement de transport approprié pour l'apport de déchets et la commercialisation des produits finis. La remise en cause de l'implantation de l'entreprise, qui me semble avoir intégré les contraintes de toute nature, aurait en cas de délocalisation plus d'effets néfastes, à moins d'être située dans une zone "désertique". Alors quid des distances parcourues pour les déplacements par rapport aux sources d'approvisionnement ? (le département et surtout l'agglomération troyenne).

Quant à la création d'un réseau d'irrigation concernant les effluents liquides, elle n'est envisageable que dans la mesure d'une mise à disposition d'un parcellaire constituant une entité unique, ce qui n'est pas le cas (rappel : 288 ha sur 6 communes rayon de 25 kms).

Enfin la commercialisation des composts est tributaire des acheteurs en l'occurrence principalement des clients locaux (agriculteurs - vignerons - pépiniéristes et particuliers). Est-il concevable d'encadrer la notoriété des fertilisants et son rayonnement, c'est-à-dire l'activité de compostage, à des fins de limitation des déplacements de livraison ?.

Le dossier présente également l'analyse d'autres enjeux pour lesquels on peut conclure que :

. le paysage dans le secteur ne subit aucune modification car il s'agit d'une régularisation administrative, sans consommation d'espaces naturels. Le projet s'inscrit dans les installations et constructions en place avec l'ajout de quelques équipements (chambre froide - cuves et container).

Il est prévu la plantation d'une haie supplémentaire à l'ouest du site, en complément de celle existante en limite Est.

. la faune et la flore ; le site est éloigné (15 km) de la zone Natura 2000 la plus proche et les parcelles destinées à l'épandage distantes de 5 kms.

17 ZNIEFF sont recensées dans un rayon de 5 kms autour des parcelles. 4 sont mitoyennes ou coupent les ZNIEFF " Forêt d'othé et ses abords" et "Pelouses et vallée de la gloire et Côte d'Imont" à l'est de Bouilly et Souigny conduisant à une recommandation de retirer les emprises agricoles du plan d'épandage (Autorité environnementale).

Pour le pétitionnaire, la flore de ces parcelles est celle de la culture semée et des adventices. La faune présente est principalement souterraine ou de passage (oiseaux - gibier et insectes). De plus, comme elles sont en pente, elles ne recevront que du compost riche en micro-organismes favorables à la microfaune du sol.

Il préservera également la qualité faunistique de la ZNIEFF toute proche.

Aussi je me range derrière cette analyse qui conclut au non-intérêt écologique à supprimer ces parcelles du plan d'épandage et à l'absence d'impact écologique négatif sur la faune et la flore.

. le bruit ; le site est éloigné des premières habitations. Les mesures effectuées en juillet 2019 montrent le respect des seuils réglementaires. Bien que les installations ne soient pas modifiées en profondeur au cours des aménagements envisagés, l'évolution des bruits n'est pas appréhendée dans la future configuration de la plateforme. Je note que La Compostière répondra favorablement à toute demande en ce sens provenant de l'Administration compétente.

. les risques sanitaires ; l'évaluation des risques sanitaires prend en compte comme traceurs de risques 12 substances dont 2 métaux (Nickel et Plomb), l'ammoniac et hydrogène sulfurée, pour une voie d'exposition par inhalation. Leur sélection répond aux principes édictés par le guide méthodologique de l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE), référence en la matière pour ce type d'installation.

Les niveaux de concentrations et les niveaux de risques modélisés respectent les valeurs seuils réglementaires en tous points du voisinage.

Je prends acte des conclusions de cette évaluation qui aboutissent à un risque acceptable pour l'environnement humain du projet.

- le déroulement de l'enquête

L'information de la population sur ce projet a respecté les formes réglementaires en vigueur. Après la réalisation de toutes les mesures de publicité (affichage – internet – presse) mentionnées dans l'arrêté préfectoral de prescription de l'enquête publique, le public avait à sa disposition un dossier comportant tous les documents requis et données explicitées pour apprécier la teneur de la demande d'autorisation environnementale relative à la régularisation administrative de la plateforme de compostage – l'augmentation de sa capacité de traitement et la mise à jour du plan d'épandage correspondant.

Les interventions du public sont majoritairement par courrier ou courriels. Les visites au cours de mes permanences, réalisée dans le cadre de rendez-vous eu égard à la période de pandémie, sont au nombre de 8. Au total 44 personnes (souvent des couples), dont une au titre d'une association, se sont manifestées.

Enfin le climat de l'enquête peut être qualifié de très serein.

- les observations exprimées

La majorité de celles-ci sont défavorables et concernent 31 points que j'ai regroupé, pour une analyse plus efficiente, en 5 thèmes à savoir les nuisances olfactives – les impacts divers – le cadre de vie – les remèdes et les divers. On notera que 3 contributions ne sont pas défavorables au maintien de l'activité.

. la problématique des odeurs nauséabondes est récurrente et constitue la raison principale du mécontentement de la population notamment celle de la commune de Roncenay implanté sous le vent du site de compostage. On se reportera aux développements présentés au chapitre précédent "thématique odeurs" de ce rapport.

Ainsi la crainte d'un renforcement de cette nuisance notamment avec l'augmentation de la capacité de traitement de la plateforme est présente dans tous les esprits.

Les mécontents de cette situation ont noté le dénigrement des gérants de l'installation car, bien que toutes les études sur ce sujet soient incluses dans le dossier, à aucun moment on stipule clairement l'existence de réelles nuisances olfactives qui perturbent la vie des Roncenaysiens.

Le respect des seuils réglementaires est une satisfaction administrative qui n'élimine pas ou n'atténue pas pour autant les désagréments subits, semble-t-il trop fréquents, de la vie quotidienne.

Le questionnement des mes interlocuteurs ne m'a cependant pas permis, à défaut d'obtenir des relevés d'événements précis sur de longues périodes, d'apprécier le niveau de fréquence de ces perturbations olfactives.

La relance du fonctionnement du jury de nez et l'établissement régulier d'un rendu des constatations (1 fois par trimestre au moins) me semble propice au partage d'une information contrôlée et au débat pour la recherche d'améliorations de la situation.

. concernant les impacts divers, ils recouvrent les inquiétudes sur la nocivité potentielle des produits utilisés sur le site, les émanations provenant de la transformation des produits et de l'innocuité des composts utilisés dans l'agriculture.

Ces interrogations correspondant aux enjeux environnementaux largement explicités dans les paragraphes précédents exposés ci-avant.

. avec cette problématique d'odeurs les habitants de Roncenay considèrent ne plus bénéficier des aspects positifs du cadre de vie attendu en milieu rural. Même, ils pensent être spoliés sur la valeur vénale de leurs biens eu égard à l'image négative véhiculée par cette proximité de La Compostière.

Cette dépréciation peut-elle être source de recours ou justificative d'une diminution drastique des émissions au droit des installations ?.

. divers remèdes sont suggérés pour faire disparaître purement et simplement l'entreprise ou la transformer radicalement, mais nombreux sont les intervenants qui notent les efforts de La Compostière malheureusement sans résultats concluants.

Dans son état actuel, la plateforme joue à mon sens un rôle primordial de part ses spécificités dans le traitement des déchets non dangereux et particulièrement des boues de stations d'épuration potentiellement contaminées par la Covid 19. Son acceptation semble obtenue d'une grande majorité des résidents du secteur si l'on se base sur l'absence de réclamations à l'intérieur du périmètre des 3 kms.

. enfin si l'utilité du compost voire du compostage interpelle, je m'approprierais les informations relatées dans le dossier à savoir que c'est une pratique millénaire naturelle qui consiste à transformer les molécules organiques en humus, lequel apporte les éléments minéraux dont les plantes ont besoin pour se nourrir. Sans apport d'amendements les sols s'appauvriraient ; cette compensation peut prendre la forme d'engrais chimiques ou de composts. Cette dernière catégorie constitue un terreau écologique d'excellente qualité permettant entre autre qualité de stocker du carbone et de participer à la lutte contre le réchauffement climatique. De plus cette pratique assure la valorisation de volumes colossaux de déchets organiques et permet d'en réduire la masse par 3.

Enfin on notera la préoccupation exprimée par un certain public faisant état de la préparation d'un décret autorisant l'évolution du pourcentage de déchets verts mélangés aux boues, de 80% actuellement à 30% en 2027. La profession semble également avoir réagi dans le même sens lors de la consultation publique relative à ce projet.

Cette controverse mérite sans doute d'être suivie par toutes les parties prenantes.

CONCLUSIONS

En considération des développements et motivations présentés ci-avant,

Attendu que la demande d'autorisation environnementale a suivi régulièrement les étapes de la procédure administrative correspondante,

Attendu que l'enquête publique préalable à toute décision concernant cette demande a respecté la procédure définie par le code de l'environnement,

Attendu que la consultation du public sur une période de 31 jours s'est déroulée dans de bonnes conditions matérielles et sans incident particulier,

Attendu que le dossier présenté comportait tous les documents réglementairement requis (étude d'impact / descriptif technique / étude des dangers / comparatif des dispositifs sur site par rapport aux MTD / rapport de base) et que leur contenu permettait d'apprécier les conditions de la régularisation administrative de l'activité pratiquée – les modalités de l'augmentation de la capacité de traitement et la nouvelle configuration du plan d'épandage correspondant,

Compte tenu de l'avis et des recommandations formulés par la Mission Régionale d'Autorité environnementale MRAe) Grand Est en date du 10 septembre 2020,

Compte tenu du mémoire en réponse à l'avis de l'Autorité environnementale établi le 27 novembre 2020 par la société La Compostière de l'Aube,

Compte tenu des observations et remarques formulées au cours de l'enquête publique et de leur analyse exposée ci-avant,

Compte tenu du mémoire en réponse produit par la société consécutif au procès-verbal de synthèse établi par mes soins à l'issue de l'enquête publique, et après analyse des explications et indications transmises,

Considérant que les activités actuelles et futures du site s'inscrivent dans le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets du Grand Est (PRPGD) intégré au SRADDET,

Considérant que l'augmentation de capacité de traitement sollicitée correspond au fonctionnement actuel du site en raison d'une autorisation préfectorale temporaire et exceptionnelle eu égard à la période de pandémie de la Covid 19, portant la capacité d'accueil journalière de déchets à 110 tonnes (depuis août 2020 jusqu'à juin 2021),

Considérant que cette augmentation de capacité s'effectue sur l'emprise actuelle sans extension extérieure donc sans consommation d'espaces naturels agricoles,

Considérant que ce regain d'activité n'a pas déclenché une recrudescence des critiques négatives de la part de la population environnante vis à vis de La Compostière,

Considérant que le développement d'une unité d'hygiénisation de déchets alimentaires et sous-produits animaux est complémentaire dans l'approvisionnement de la filière de méthanisation, et s'inscrit dans la politique gouvernementale de valorisation des déchets,

Considérant le rôle primordial de cette plateforme dans le réseau des installations capables de traiter les biodéchets et MIATE, justifiant la pérennisation de cette activité,

Considérant les caractéristiques du nouveau plan d'épandage appropriées à la production de déchets (eaux de lagunes et composts non-normés) du site et l'absence totale d'observation négative émanant des territoires concernés,

Considérant que le principal fléau relevé par les participants à l'enquête publique consiste dans la dégradation de la qualité de vie, de nuit comme de jour, en raison de l'apparition sporadique d'odeurs fortement désagréables dues aux émanations du site de La Compostière, distante des requérants d'environ 2-2,5 kms,

Considérant que la situation olfactive générale autour du site s'est cependant améliorée ces derniers temps au prix de pratiques plus adaptées et de mise en place de divers dispositifs réalisés par l'exploitant,

Considérant que la modélisation aérodyspersive des odeurs du site réalisée en 2018 et 2019 a permis de vérifier une concentration d'odeur imputable à l'installation au niveau des zones d'occupation humaine inférieure à la limite réglementaire pendant plus de 98% du temps annuel,

Considérant que les résultats des suivis réglementaires de l'activité de compostage et de ses éventuelles incidences sur l'environnement et les populations environnantes réalisés par les organismes de contrôle tels que l'inspection des installations classées de la DREAL, les bureaux d'étu-

-des missionnés par l'agence de l'eau Seine-Normandie, L'ARS par rapport à l'agrément sanitaire ne font pas état de pratiques contraires aux réglementations en vigueur,

Considérant la dernière campagne d'analyses des sols réalisée par le bureau d'études AUREA montrant des teneurs plutôt élevées en matière organique ce qui témoigne d'une gestion durable et maîtrisée de la fertilisation des sols,

Considérant également que ces prélèvements ne relèvent aucune contre-indication réglementaire au niveau des teneurs en élément-trace métalliques,

Considérant le professionnalisme des gérants et leur volonté d'une part, de réduire au maximum ces nuisances dans l'intérêt des diverses parties prenantes (population – mairies – industriel) et d'autre part, de renouer avec un climat de dialogue constructif pour la recherche de solutions pérennes,

Considérant que les études présentes dans le dossier établissent l'absence de risques sanitaires pour les riverains et le personnel (qualité de l'air – particules diverses – émanations gazeuses – émissions sonores) ainsi que le caractère acceptable des risques recensés dans l'étude des dangers (incendie et explosion),

Considérant que la procédure de révision simplifiée portant adaptation du zonage du PLU de Bouilly à l'emprise du site de La Compostière a été engagée (enquête publique menée parallèlement à l'enquête ICPE) pour rendre compatible une décision favorable concernant la demande d'autorisation environnementale,


En conclusion de tout ce qui précède, **j'émet un avis favorable** à la demande d'autorisation environnementale relative à la régularisation administrative de l'exploitation, à l'augmentation de la capacité de traitement de la plateforme et à la mise à jour du plan d'épandage correspondant, présentée par la société "La Compostière de l'Aube " située sur la commune de Bouilly (10).

Cet avis est accompagné des recommandations suivantes :

1 - le mécontentement des riverains (nuisance olfactives) ne peut être ignoré des gérants de l'entreprise. Aussi il leur appartient d'aplanir les tensions suscitées à tort ou à raison par un ressenti de non prise en considération de leurs observations. Il est suggéré de redonner du corps "au jury de nez" constitué de voisins volontaires, de procéder à des retours d'informations périodiques diffusés largement (soit par réunion, soit par compte-rendu ou autres formes) et d'engager des débats explicitant les difficultés techniques de l'exploitant et les attentes de la population pour trouver des solutions rationnelles.

2 - Conformément aux recommandations de la MRAE, il serait souhaitable que l'administration demande au pétitionnaire de réaliser une modélisation de la dispersion des odeurs lors d'un fonctionnement en pleine charge (110t/j) après l'obtention de l'autorisation, et plus particulièrement en période estivale.

Fait à Ruvigny , le 2 avril 2021



JF JACQUOT
Commissaire enquêteur